





piers, et s'est emparé de plusieurs travaux. Rosset avait cependant exprimé le désir que sa cellule ne fût ouverte qu'en présence de M. Passy, de M. Joly et de son père. Il ajoute que M. Joly répand le bruit qu'il n'a rien touché pour la défense de Rosset; mais un reçu de 1,200 fr., qui est entre les mains de M. le bâtonnier, prouve le contraire. Nous laissons à M. Albert Joly le soin de répondre à ces allégations.

Le journal la Côte-d'Or, revenant de nouveau sur la défense de Dijon nous donne au sujet de M. d'Azincourt, le préfet d'alors, quelques détails assez piquants. On sait que ce fut à la suite d'un discours énergique du préfet que la résistance fut décidée.

L'histoire d'Anatole de la Forge troublait le sommeil de M. d'Azincourt. — Qui sait, répliquait-il, une légende égarée peut amener le réveil de ces choses.

Mais, le moment venu, le cœur lui manqua; et vingt-quatre heures après le fameux discours de l'hôtel de ville, il réquisitionnait une voiture pour se sauver à Beaune.

Le Courrier du Bas-Rhin nous annonce que le gouvernement prussien accorde en ce moment de nombreux congés aux réserves cantonnées dans le Bas-Rhin, preuve irrécusable qu'il a confiance dans l'avenir et que la population ne lui inspire pas de défiance.

Il y a quelques jours, écrit-on de Phalsbourg, un grand nombre de hommes de la réserve du régiment brunswickois, en garnison dans notre ville, ont reçu leur congé. Ils se sont rassemblés tout joyeux sur la place du Marché et se sont dirigés de là, la musique prussienne en tête et au milieu d'un drapeau aux couleurs allemandes, par la porte Allemande, vers Saverne et leur chère patrie.

Le Progrès de Lyon annonce que plusieurs marchands de journaux de notre ville, qui ont mis en vente dans leurs kiosques le *Centaure* et la *Constitution*, dont la vente a été interdite sur la voie publique et dans les départements ont été condamnés jeudi à 50 francs d'amende chacun.

Nous avons dit ailleurs ce que nous pensions sur les restrictions apportées à la liberté de la presse.

Le Rhône de Lyon annonce que le préfet du Rhône a reçu de M. Jules Simon, ministre de l'instruction publique, l'ordre de rétablir les écoles catholiques de Lyon sur le même pied qu'avant le 4 septembre.

Rapportons, en passant, que M. Jules Simon, publiciste, M. Jules Simon, député, ne professait pas en cet endroit les opinions de M. Jules Simon, ministre.

Le Progrès de Lyon publie une lettre de M. de Kératry, qui, avec toutes les réserves de langage que peut imposer au préfet des Bouches-du-Rhône la situation officielle qu'il occupe, déclare formellement qu'il est resté absolument étranger à la conception et à l'exécution des mesures qui ont précédé, accompagné et suivi l'arrestation de M. Béraud, mesures prises par le général commandant l'état de siège, en vertu des pouvoirs exceptionnels qui lui avaient été conférés par l'Assemblée nationale.

Voici d'ailleurs cette lettre dont la sincérité peut se passer de commentaires :

Marseille, 14 février.

Monsieur le rédacteur en chef,

Vous avez inséré dans votre numéro du 6 février 1872, un article commençant par ces mots : « M. de Kératry et M. le général Espivent de la Villoiselle continuent à rétablir l'ordre moral dans la Midi. »

Et finissant par ceux-ci : « Nous demandons au gouvernement si Marseille doit être condamnée longtemps encore à servir de champ de manœuvres aux fantaisies de M. de Kératry et de M. Espivent de la Villoiselle. »

Cet article m'importe.

« De paraître avoir entrepris de réviser à mon usage la législation qui régit la presse, non-seulement dans le département des Bouches-du-Rhône, mais dans le reste de la République. »

« D'avoir cité le général et l'imprimeur du Progrès de Lyon à comparaître, non pas devant leurs juges naturels, qui sont les juges de Lyon, mais à Marseille. »

« D'avoir fait paraître, paraît-il, sous le nom de Béraud, d'être l'auteur d'articles non signés dans le Progrès de Lyon. »

« D'avoir la volonté de rechercher les auteurs d'articles non signés et le parti pris de rétablir la législation abrogée depuis le 4 septembre, et de faire ce qui ne s'est jamais fait aux époques les plus mauvaises de l'empire. »

Enfin, cet article innuente, sans l'affirmer, que je suis l'auteur ou un des auteurs de l'arrestation de M. Béraud, et que j'aurais fait saisir à la poste des lettres à lui adressées.

« Ces affirmations et à ces insinuations, j'oppose le démenti le plus formel. »

Je déclare que je suis resté absolument étranger à la conception et à l'exécution des mesures qui ont précédé, accompagné et suivi l'arrestation de M. Béraud, mesures prises par M. le général commandant l'état de siège, en vertu des pouvoirs exceptionnels qui lui ont été conférés par l'Assemblée nationale, et dans lesquelles je n'ai pas eu à intervenir.

Je vous prie et au besoin vous requiers de vouloir bien insérer cette lettre dans votre prochain numéro.

Recevez, monsieur le rédacteur en chef, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le préfet,  
Comte E. de Kératry.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

DEMANDE EN AUTOPURSUITE DE POURSUITES CONTRE DEUX DÉPUTÉS-JOURNALISTES

La commission qui s'occupe de la proposition du général Duret, concernant l'autorisation de poursuites contre deux journaux, a tenu hier matin une nouvelle séance. Après une discussion très longue sur la question de savoir si les poursuites devaient être autorisées à l'égard des deux députés MM. Rouvier et Pierre Lefranc, signataires des articles incriminés, il a été procédé au vote. Quarante membres étaient présents. Il a été décidé par douze voix contre deux, en ce qui concerne M. Pierre Lefranc, que le rapport sera déposé simplement à l'Assemblée un ordre du jour de blâme à raison de l'article adressé par ce député au journal *l'Indépendant des Pyrénées-Orientales*.

Un nouveau vote a eu lieu au sujet de l'article du journal la *Constitution*. La commission, par 10 voix contre 4, a déclaré qu'elle doit d'abord d'accorder l'autorisation de poursuites demandée contre M. Rouvier.

Avant cette double résolution, M. le garde des sceaux avait été entendu par la commission. Il a, dit-on, exprimé l'opinion, lui aussi, que si l'article de M. Pierre Lefranc manquait de convenance et était très répréhensible, cependant il n'offrait point un caractère suffisant de gravité pour donner lieu à la délation au jury.

En outre, l'article de M. Rouvier contient des injures et des menaces vis-à-vis de la commission des grâces, qui est matériellement impossible de laisser impunies. En outre, on trouve dans l'article de la *Constitution*, suivant M. le ministre de la justice, des phrases à peu près identiques à celles insérées dans d'autres journaux pour lesquels la Chambre a précédemment accordé l'autorisation de poursuites.

M. de Fourtou a été choisi pour rédiger le rapport.

Il est impossible de méconnaître le grand élan patriotique avec lequel se poursuivent l'œuvre de la dévotion.

Le Phare de la Loire donne quelques détails très intéressants sur les travaux de la Ligue pour la délivrance nationale. L'organisation en a été poussée avec une grande activité. Six commissions fonctionnent déjà et des rapports quotidiens sont déjà établis entre les vingt arrondissements et soixante-et-onze communes de la banlieue. La Ligue, suivant en cela l'impulsion publique, a admis cinq modes de souscriptions :

- 1° Le don absolu, immédiat.
- 2° Le don à terme.
- 3° Le don conditionnel.
- 4° Le prêt sans intérêt.
- 5° Le prêt avec intérêt.

Les versements auront lieu soit aux maires soit à la Banque de France, la Ligue s'étant décidée, très sagement d'ailleurs, à n'accepter aucun manquement de fonds.

Personne, parmi ceux qui raisonnent finement, n'admet la possibilité d'atteindre le chiffre fabuleux de 3 milliards par une simple souscription. Mais cette contribution si éminemment patriotique prépare du moins l'appel au crédit, que les hommes compétents regardent comme inévitable à un moment donné.

Par décision du président de la République en date du 9 février 1872, rendue sur la proposition du vice-amiral ministre de la marine et des colonies, M. le contre-amiral Le Courtault du Quilio a été nommé commandant en chef de la division navale de l'Atlantique sud.

Par une autre décision en date du même jour, M. le contre-amiral Garnault a été nommé commandant en chef de la division navale des mers de Chine et du Japon.

Par arrêté du ministre de l'agriculture et du commerce, en date du 7 février 1872, M. de Gironde (Arnaud), sous-préfet à Clamcy, a été nommé chef du cabinet du ministre.

LES ACTES OFFICIELS

Par décision du président de la République en date du 9 février 1872, rendue sur la proposition du vice-amiral ministre de la marine et des colonies, M. le contre-amiral Le Courtault du Quilio a été nommé commandant en chef de la division navale de l'Atlantique sud.

Par une autre décision en date du même jour, M. le contre-amiral Garnault a été nommé commandant en chef de la division navale des mers de Chine et du Japon.

Par arrêté du ministre de l'agriculture et du commerce, en date du 7 février 1872, M. de Gironde (Arnaud), sous-préfet à Clamcy, a été nommé chef du cabinet du ministre.

NOS INFORMATIONS

LE GÉNÉRAL CHANZY ET LA MÉDAILLE MILITAIRE

Le président de la République a remis avant-hier au général Chanzy la médaille militaire. On sait que la médaille militaire, qui n'est que le privilège des sous-officiers et soldats est accordée exceptionnellement aux chefs d'armée qui ont fait une action d'éclat sur le champ de bataille. On se souvient encore qu'au retour de la campagne de Crimée le général Bosquet fut présenté à l'empereur, qui lui attacha sur la poitrine la médaille de ses officiers, en le félicitant sur sa vaillance conduite. Le brave général fut tellement ému de cette marque de distinction, qu'il laissa involontairement échapper deux larmes.

LES DÉCORATIONS ÉTRANGÈRES

Le gouvernement étant décidé à poursuivre rigoureusement quiconque n'aura pas fait, dans les délais voulus, à la mairie de son arrondissement, la déclaration des ordres étrangers qui lui ont été conférés, nous croyons utile de donner à ce sujet au public quelques avis susceptibles d'éviter aux intéressés de sérieux désagréments. La chancellerie de la Légion d'honneur ne reconnaît que les ordres conférés par une puissance souveraine, et défend de porter les décorations accordées par les chapitres, corporations ou confréries. C'est ainsi que tout Français, décoré de l'ordre de Malte, ne peut en porter les insignes que s'il lui a été conféré par un souverain.

Voici comment sont fixés les droits de chancellerie : pour les décorations portées à la boutonnière, soixante francs; pour les décorations portées en sautoir, cent francs; pour les décorations avec plaques sur la poitrine, cent cinquante francs; pour les décorations avec grand-cordon et écharpe, deux cents francs. Les militaires, jusques et y compris le grade de capitaine, et les marins, jusques et y compris le grade de lieutenant de vaisseau, sont exemptés des droits. Nous engageons vivement les personnes qui ont des brevets à présenter à la mairie de leur arrondissement, à produire en même temps la traduction authentique de leur brevet, ainsi que le reçu de la chancellerie.

LES TUYAUX DE CHEMINÉES. — AFFICHES

Plusieurs accidents étant dernièrement arrivés, en ur, court-espèce de temps, par suite de la chute de tuyaux de cheminées mal assujettis, nous rappelons aux propriétaires qu'ils peuvent être responsables vis-à-vis des personnes blessées. Un avis officiel vient, du reste, d'être imprimé à ce sujet à l'imprimerie nationale, pour être placé aujourd'hui sur les murs de Paris.

LES LAVOIRS MUNICIPAUX

Nous avons eu hier sous les yeux un rapport qui va être présenté au conseil municipal, dans sa prochaine séance, sur la nécessité d'établir de nouveaux lavoirs municipaux. Ce projet, rédigé par un groupe de conseillers, demande qu'on crée 30 nouveaux lavoirs, savoir : un dans les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> arrondissements; deux dans les 3<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup>; 3 dans les 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements. Lesdits lavoirs devront être assez grands pour que quarante personnes puissent y laver à la fois, et seront chauffés pendant l'hiver. Le projet demande que l'entrée y soit absolument gratuite, sur une carte délivrée par la mairie de l'arrondissement. Un devis approximatif des dépenses d'établissement et d'entretien est joint au projet.

LES ÉCHOPES À PARIS

Par ordre du préfet de la Seine un relevé est fait en ce moment, par les employés de la Ville, de toutes les échoppes qui existent à Paris. Cette enquête a deux motifs : d'abord, de dresser la liste des échoppes dont les propriétaires se sont établis sans demander l'autorisation nécessaire et sans déclarer quel genre de commerce ils exercent; deuxièmement, de faire en sorte qu'aucune échoppe ne soit construite hors de l'alignement. Plusieurs contraventions ont déjà été relevées dans les vingt-neuf et neuvième arrondissements, et procès-verbal a été immédiatement dressé contre les délinquants. C'est dans le vingt-neuvième arrondissement surtout que ces délinquants sont nombreux : ce que Belleville contient de savetiers qui n'ont rien voulu de voir à un gouvernement odieux est incalculable.

## SUICIDES ET ACCIDENTS

Le sieur Liedhar, âgé de 56 ans, né à Colmar (Haut Rhin), ébéniste, demeurant rue du Faubourg-Saint-Antoine, a été trouvé hier matin pendu dans sa chambre. M. Roublé, commissaire de police, après les constatations d'usage, fit transporter le corps à la Morgue.

Rue Lavoisier, le charretier Bonnet a été atteint à la tête par une ruade de son cheval, et est tombé sans connaissance sur le pavé. M. Ludet, commissaire de police, le fit immédiatement diriger sur l'hôpital de la Charité. L'état du malheureux est désespéré.

Hier soir, au café Procope, M. Philéas M..., docteur en médecine, en faisant une partie de billard, s'est tout à coup affaissé sur lui-même; quand on s'empressa autour de lui pour le relever, il rendait le dernier soupir. Un médecin, immédiatement appelé, constata qu'il venait de succomber à la rupture d'un anévrysme.

UN TRISTE ACCIDENT AU GYMNASSE PAZ

M. Paz avait convié la presse hier à assister aux exercices de ses élèves. La représentation marchait au mieux, et élèves et professeurs recoltaient à qui mieux mieux des applaudissements, quand un accident est venu clore la réunion avant l'heure fixée. Un des invités, M. F..., ayant voulu soulever un poids colossal, est tombé avec l'énorme masse, et s'est si grièvement blessé que sa vie est en danger. Un médecin a été appelé immédiatement et lui a prodigué les premiers soins. On comprend que les exercices ont été aussitôt arrêtés, et les passes d'armes ont dû être remises à un autre jour. Elles feront l'objet d'une seconde représentation, qui sera offerte à la presse parisienne par M. Paz, ainsi que celle d'hier, si malheureusement interrompue.

LES MÉDECINS DÉPUTÉS

Une réunion libre de vingt-deux médecins députés à l'Assemblée nationale vient, sur la proposition du docteur Théophile Roussel, l'un d'eux, de se constituer en société médico-politique sous le nom de Réunion libre des médecins à l'Assemblée nationale. Dans leur première réunion, ces honorables ont élu pour président M. Bouisson, doyen de la Faculté de médecine de Montpellier, et pour secrétaire le docteur Mahy, de l'île de la Réunion. Leur but est de soumettre à une discussion préalable toutes les questions qui arrivent à l'ordre du jour de l'Assemblée et intéressent la médecine. La première question mise par eux à l'ordre du jour a été celle de l'assistance publique dans les campagnes. Ils s'occupent maintenant de l'hygiène, et de l'administration des hospices. Nous ne pouvons que féliciter ces Messieurs de cette heureuse initiative. Il n'est que temps de voir enfin les médecins mettre la main à notre pauvre politique.

LES OUVRAGES EN DOUBLE DES BIBLIOTHÈQUES

On sait que nos bibliothèques, et notamment la Bibliothèque nationale possèdent un grand nombre d'ouvrages en double. Le nombre s'en accroît chaque jour au fur et à mesure que les collections s'accroissent, et l'espace nécessaire à leur rangement et à leur classement fait bientôt défaut. Pour remédier à cet état de choses, le ministre de l'instruction publique vient de décider la création d'une bibliothèque publique dans la rue Oberkampf. Une salle de lecture ouverte à tous, dont les ouvrages en double que nous signalons formeront le premier fond, offrira à l'enseignement primaire de précieuses ressources, sans enlever quoi que ce soit à ceux qui fréquentent la Bibliothèque Sainte-Geneviève, de la Sorbonne, de la Mazarine ou de la Nationale.

BLANQUI

Blanqui a signé ce matin à huit heures son pourvoi en cassation entre les mains de son avocat, M. Georges Lechevalier. Il semble très affecté de la sévère condamnation qui l'a frappé, et répète amèrement : « Si j'avais attendu un mois, j'aurais peut-être été ministre ! »

LA MARÉE AUX HALLES

Le carême commence bien pour les halles. Nous avons eu la curiosité d'assister ce matin à la vente à la criée du poisson, et nous avons constaté qu'il en est arrivé cette nuit une quantité considérable. Depuis le mercredi des Cendres, la consommation du poisson a augmenté en moyenne de 30 0/0. Mercredi et vendredi, l'augmentation a été de 45 0/0. Les prix sont assez réduits; aujourd'hui, notamment, le homard coûte très bon marché; pour 5 francs on 5 francs 50 centimes, on en a un magnifique. Le saumon se vend à franc le demi-kilogramme; on a une jolie paire de soles pour 2 francs.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

(Par voie télégraphique.)

ANGLETERRE

Londres, 16 février.

Chambre des communes. — M. Disraeli demande si M. Gladstone a reçu une information sur la question de savoir quel jour le gouvernement peut attendre la réponse de l'Amérique à sa communication amicale.

M. Gladstone répond que le gouvernement n'a reçu sur ce point aucun renseignement officiel; mais lord Granville, qui a l'occasion d'en conférer avec M. Schenk, croit que la réponse de l'Amérique n'arrivera qu'après le 1<sup>er</sup> mars.

M. Fowler appelle l'attention du gouvernement sur le trafic dont les Coolies sont l'objet. Il constate que, depuis 1869, plus de 100,000 Chinois, arrachés à leur pays, ont été transportés au Pérou avec la connivence des autorités portugaises. Il signale le traitement cruel qui est appliqué aux Coolies. Enfin, il propose que la Chambre invite la Couronne à intervenir en cette affaire. M. Hughes appuie cette motion.

Lord Enfield rappelle les démarches faites par le gouvernement depuis 1863, en vue de faire cesser ce trafic. Il exprime l'espoir que ces démarches aboutiront à un résultat satisfaisant, que les cités et les créanciers qui ont été commises auront bientôt un terme, et que le trafic des Coolies sera bientôt complètement arrêté.

M. Cardwell dépose le budget de la guerre; il annonce qu'il en fera l'exposé jeudi prochain.

Chambre des lords. — Le duc de Richmond appelle l'attention de la Chambre sur le fait que, dans la voie d'hier il y avait 80 voix contre 88, c'est-à-dire seulement une voix de majorité.

Londres, 16 février, soir.

Le mémoire anglais relatif à la question de l'Alabama, qui doit être soumis au tribunal de Genève, a été présenté au Parlement. Ce mémoire donne l'interprétation du traité de Washington; il explique les devoirs du tribunal. Après avoir fait l'historique des faits relatifs aux croiseurs l'Alabama, le Shenandoah, la Floride, la Georgia, le mémoire maintient que l'Angleterre, dans sa conduite au sujet de ces navires, n'a pas man-

qué à ses devoirs internationaux et n'a encouru aucune responsabilité. « L'Angleterre, y est-il dit, a observé une neutralité vigilante et scrupuleuse. Les croiseurs n'ont pas été équipés pour la guerre sur le territoire anglais. L'Angleterre regrette qu'ils soient partis de ports anglais, mais elle ne peut admettre la justice des réclamations pécuniaires fondées sur ce fait; il faudrait que les États-Unis établissent solidement l'accusation de négligence contre l'Angleterre, qui est prête à accepter la décision du tribunal, qu'elle soit favorable ou non; elle désire seulement que cette décision soit juste. »

Londres, 16 février.

La *Poll Mall Gazette* donne du silence gardé par le gouvernement sur les causes de l'assassinat de lord Mayo. Elle y voit l'indice que le gouvernement lui-même considère la situation dans les Indes comme devenant de plus en plus menaçante pour la domination pacifique de l'Angleterre.

Londres, 17 février.

Le *Times* dit que les renseignements d'Angleterre auprès du Portugal, relativement au commerce des Coolies ne sont pas assez énergiques; il croit que le meilleur moyen de prévenir ce commerce serait de prendre des mesures, d'accorder avec le gouvernement chinois.

Un câble sous-marin a été posé entre Porto-Rico et la Jamaïque, établissant ainsi une communication télégraphique entre l'Angleterre et l'île de Saint-Thomas.

AUTRICHE

Vienne, 16 février.

Chambre des députés. — Le ministre de la justice dépose un nouveau règlement du code pénal ainsi qu'un projet de loi relatif à la suspension temporaire de la mise en activité du jury, déclarant que pour sauvegarder l'institution du jury, le gouvernement considère cette mesure comme nécessaire partout où les membres du jury se laissent guider par leurs passions politiques et non par le sentiment du droit et par leur conscience.

Si nous voulons chercher de bonne foi à nous relever un jour de nos désastres, il nous faut, à cette heure, imiter un peu ces premiers Romains dont parle Montesquieu, qui savaient avec tant d'art assimiler les institutions et les mœurs de leurs voisins lorsqu'ils les trouvaient supérieures aux leurs. Aussi souhaitons-nous la bienvenue au nouveau journal politique qui vient de paraître, sous la direction de M. Pujol-Lafort, sous cette rubrique : *L'Étranger*, mémoires patriotiques, revue quotidienne des journaux étrangers; examen des actes, opinions, tendances, progrès, faits et gestes de l'étranger. Il se propose d'étudier consciencieusement, jour par jour, tous les progrès qui se font aujourd'hui à l'étranger.

Le docteur Goupil, ancien membre de la Commune de Paris, comparaitra lundi prochain devant le 4<sup>e</sup> conseil de guerre, étant à Versailles, en raison de sa participation à l'affaire du 31 octobre et de sa coopération aux actes de la Commune.

Le docteur Goupil a obtenu que sa cause ne serait pas réunie à celle de Blanqui, et comme le fait seul d'avoir été membre de la Commune de Paris n'étant pas considéré juridiquement comme un délit, la famille du docteur Goupil nourrit l'espérance qu'il sera remis en liberté.

Le docteur Goupil, que nous n'avons jamais confondu avec les hommes qui ont décrié le meurtre et propagé l'incendie, professait des doctrines que nous repoussons énergiquement et que nous ne cessons de combattre. Nous lui devons toutefois cette justice qu'il n'a jamais cherché dans l'abus de la force brutale le triomphe de la cause dont il s'était constitué le champion. Puisse ces considérations peser sagement sur les juges chargés d'examiner sa conduite et faire qu'il soit rendu à sa femme, à ses enfants, à sa famille, qui n'a cessé de lui prodiguer les preuves du dévouement le plus absolu.

LES TRIBUNAUX

4<sup>e</sup> CONSEIL DE GUERRE (Versailles)

Séance du 15 février 1872

AFFAIRE BLANQUI. — PARTICIPATION À UN ATTENTAT DANS LE BUT D'EXCITER À LA GUERRE CIVILE. — COMPLIÉTÉ D'ARRESTATION ET DE SEQUESTREMENT DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

(Suite. — Voir la Liberté d'hier.)

M. le président. — Vous prétendez avoir été membre d'un gouvernement par la foule. Quelle foule? Trois ou quatre personnes sont venues vous dire : « Vous êtes nommé, vous êtes élu. » Et tout de suite vous êtes parti pour l'hôtel de ville.

L'accusé. — Mais cette foule existait, croyez-le bien, M. le président; c'était l'expression du sentiment public qui se manifestait, c'était de plus une foule en armes.

Blanqui parcourt cette liste, et il est certain qu'il y en a un au 4 septembre, et il est certain que le mouvement du 4 septembre a été fait par une foule beaucoup moins considérable; si nous nous plaçons sur le terrain du droit, le 4 septembre n'est pas plus régulier que le 31 octobre.

M. le président. — Et le 21 janvier, quel rôle avez-vous joué? Pouvez-vous expliquer votre participation à ce mouvement?

L'accusé. — Le 31 octobre, la participation à un mouvement s'explique. Paris avait encore des vivres; il s'agissait de renverser des gens inertes et incapables en présence de l'ennemi; mais le 21 janvier on capitulait. Vous croyez que j'aurais consenti à faire partie d'un gouvernement dont la seule mission était de capituler et d'ouvrir les portes aux ennemis? Mais il est évident que je fus élu et digne d'être nommé à l'Assemblée. C'est tout ce que je crois devoir répondre pour repousser toute participation au 21 janvier.

M. le président. — Mais vous avez des amis, et ils ont, eux, fait le mouvement; vous amis, ce sont eux, vous les savez bien, qui ont fait la Commune?

Blanqui. — Mais, voyons, il faudrait préciser. Qu'appellez-vous les amis?

M. le président. — Tenez, voici une liste de cent cinquante-trois noms qui étaient portés pour faire partie de votre gouvernement. Parcourez-la, vous les reconnaîtrez; vous verrez que plus tard la plupart de ces hommes se sont retrouvés, occupant des postes divers dans la Commune.

Blanqui parcourt cette liste, sur laquelle il reconnaît en effet beaucoup d'amis; il repousse toute connivence avec ceux qui ont élaboré cette liste. « Cela constituerait bien vraiment, dit-il, pour moi un titre d'impécunibilité. »

M. le président. — Eh bien, voici pourtant un ordre qui prouve que vous connaissiez Raoul Rigault. Il est ainsi conçu :

Ordre à Raoul Rigault d'occuper la préfecture de police avec deux cents hommes. Il est daté de ce jour.

L'accusé. — Mais j'ai signé ainsi beaucoup d'ordres, et je ne pouvais connaître tout le monde. Le nom de Raoul Rigault, certes, ne m'était pas inconnu, c'est lui qui s'est annoncé un des premiers dans les réunions publiques, comme un des adversaires politiques les plus caractérisés de l'empire. Son nom m'avait frappé; je me souviens, mais je n'avais pas de relation avec lui.

M. le commissaire du gouvernement. — Je demandais à l'accusé Blanqui de préciser le rôle qu'il avait joué dans le mouvement du 31 octobre.

L'accusé. — Il s'est tout de suite mis à la place à trois, avec surprise; je n'étais pas prévu, je ne puis rien vous apprendre à ce propos.

M. le commissaire du gouvernement. — Vous êtes habitué à jouer ce genre de pièces politiques, vous pourriez nous en donner la clef?

Blanqui. — Je ne sais ce que pourrais vous dire, si ce n'est encore que les pièces à trois sont gales, et que celle-ci était triste. J'ai été moi-même écumé à plusieurs reprises.

On procède à l'audition des témoins.

M. Jules FERRY, membre de l'Assemblée nationale.

M. le président. — Connaissez-vous l'accusé? M. Jules Ferry. — J'ai vu l'occasion de le voir à l'hôtel de ville, le 31 octobre.

M. le président. — Veuillez dire au conseil ce que vous savez des événements de cette journée relatifs à l'accusé Blanqui.

M. Jules Ferry. — En ce qui concerne spécialement M. Blanqui, je n'ai presque rien à dire. Je prendrai la journée du 31 octobre au moment où l'hôtel de ville a été envahi. Je dois dire d'abord que M. Blanqui ne figurait aucunement parmi les hommes qui ont fait le mouvement.

C'est vers trois heures et demie ou quatre heures que nous fûmes entourés par une foule très nombreuse, très excitée qui avait envahi l'hôtel de ville et la salle du gouvernement où nous nous trouvions.

M. Jules Ferry. — Je n'ai pas vu Blanqui, mais nous interpellâmes avec une extrême violence, nous enjoignant de donner immédiatement notre démission.

Les meneurs espéraient évidemment nous l'arracher par la terreur. Nous la refusâmes.

Vers six heures du soir, entre dans la salle M. Florens, en grand uniforme, accompagné de ses tirailleurs armés de chassepots. Il annonce qu'un gouvernement provisoire venait d'être constitué, et il monta sur la table pour soumettre sa liste à la ratification de l'assemblée. Son propre nom figurait en tête. Les noms de MM. Ledru-Rollin, Rochefort et Victor Hugo furent seuls contestés par une partie des personnes présentes.

De toutes parts on lui cria : « Mettez-les en arrestation! Envoyez-les à Mazas! » M. Florens se contenta de déclarer que nous étions gardés à vue.

Cependant un mouvement se manifesta dans la foule amassée derrière Florens.

M. Florens fut surpris d'entendre tout à coup éclater à ses oreilles le cri de : « À bas Florens! Vive le gouvernement! »

En même temps que le 106<sup>e</sup>, plusieurs officiers d'ordonnance du général Trochu s'étaient introduits dans la salle et placés devant lui.

A un moment donné, et nos amis nous faisant signe de les suivre, je dis à mes collègues qu'il me paraissait possible de sortir, et nous nous levâmes tous. Le général Trochu, qui était à l'extrémité de la table à droite, sortit le premier, protégé par ses aides de camp et par les gardes nationaux du 106<sup>e</sup>.



sur une convocation particulière de M. Jules Ferry, au moment où la foule, grossissant toujours, commençait à envahir l'hôtel de ville.

Je dois dire que, dès le commencement de la journée, le commandant de la force publique de l'hôtel de ville, le capitaine de gendarmerie, M. Luce, n'a eu qu'un seul but, l'ordre de s'opposer à l'envahissement de la foule, mais sans tirer un coup de fusil. Cet ordre fut d'ailleurs maintenu jusqu'à la fin, et dans la crainte d'une collision sanglante, au moment où la foule devenait de plus en plus compacte et menaçante, le général Trochu donna l'ordre aux mobiles de l'ordre de rentrer dans leur caserne.

La foule, ne trouvant plus de résistance, fit bientôt irruption dans la salle de nos délibérations.

M. Jules Ferry répondit avec beaucoup de sang-froid à la foule qui ne cessait de faire entendre les cris de : « Démission ! Vous pouvez faire de nous ce que vous voudrez, mais nous n'avons de nous ni démission ni concession. »

En ce qui touche les menaces de mort qui me furent particulièrement adressées, j'ai retenu les deux faits suivants : Pendant que j'étais à côté de mes amis, un des hommes placés près de moi, me montrant un pistolet, me dit : « Si on entre ici pour vous démissionner, vous êtes mort. Vous avez donc beaucoup de haine contre moi ? » Je répondis : « L'expression de sa figure et à ce qui se passa ensuite, je compris que cette menace n'était vraiment pas sérieuse, et que c'était la peur qui lui faisait faire. Il quitta bientôt la place et ne revint plus.

Arrivé maintenant à l'incident Florens, Millière et Delcroix. Pendant que nous étions dans notre embrasure de fenêtre, toujours capotés, M. Dorian, qui cherchait tous les moyens d'arriver à une conciliation et d'empêcher l'effusion du sang, est venu nous trouver, accompagné de M. Millière. Il nous soumit une proposition écrite, par laquelle il était proposé de mettre fin à ce débat, et de remettre à une autre séance la question des élections municipales votées le matin par le gouvernement.

M. Dorian insistait auprès de Millière pour lui expliquer que par élections municipales il n'entendait pas constituer une Commune, mais bien procéder seulement au vote du mai et des adjoints. Sur quelques observations de M. Millière, M. Dorian affirma encore avec une nouvelle énergie la manière dont il entendait les termes de la proposition.

Cette proposition, acceptée de part et d'autre, nous devions sortir tous ensemble de l'hôtel de ville et terminer ainsi sans effusion de sang cette malheureuse collision.

Nous essayâmes de sortir, mais la foule s'y opposa.

Delcroix fit à son tour, mais sans plus de succès, des efforts auprès des envahisseurs.

Les choses restèrent dans cet état pendant plusieurs heures. Florens revint à la charge, renouvela ses efforts auprès de commandant Luce, mais cette fois sans succès. Il fut même obligé d'abandonner jusqu'à la fin nos demandes de démission, que nous refusâmes toujours avec la même énergie.

Blanqui survint alors, parla de la proposition et dit qu'elle serait complètement illusoire si le général Trochu n'y donnait pas son adhésion, et qu'elle n'était acceptable qu'à cette condition.

À ce moment, les bataillons de la garde nationale venus pour nous délivrer arrivèrent jusqu'à la porte de la salle du gouvernement. M. Droux, mon gendre, saisit un mouvement qui se produisit pour m'entraîner. Je me trouvai au milieu de la garde nationale, qui, sur ma demande, enleva les baïonnettes des fusils. Un instant après, Jules Ferry, lequel je ne voulais pas me retirer, vint se joindre et nous sortîmes tous deux de l'hôtel de ville en nous donnant le bras. Il était à ce moment trois ou quatre heures du matin.

M. le commissaire du gouvernement. — Il résulte de la déposition de M. Garnier-Pagès, que c'est l'accusé qui s'est opposé au départ des membres du gouvernement.

Blanqui. — Ce n'est pas précisément cela. Je voulais l'adhésion du général Trochu.

La liste des témoins étant épuisée, la parole est donnée à M. le commandant Bourboulon, commissaire du gouvernement.

Après le réquisitoire, fréquemment interrompu par les marques d'approbation de l'auditoire, la parole est donnée à M. Lechevalier, avocat, défenseur de Blanqui.

Après une réplique du ministère public et de la défense, M. le président demande à l'accusé s'il n'a rien à ajouter pour sa défense.

Blanqui se lève. — Je n'ai, dit-il, que quelques paroles à ajouter. Je n'ai rien de nouveau à dire au commissaire du gouvernement que pour l'attester, le 31 octobre, on demande contre moi la déposition, contre moi qui n'ai été pour rien dans ce mouvement. Quand on a jugé les véritables auteurs, ils n'ont même pas eu besoin de requérir contre eux d'une façon aussi sévère ; et c'est un fait unique dans les annales judiciaires que de voir des choses semblables.

Mais tenez, ce n'est pas pour l'affaire du 31 octobre qu'on me poursuit ; il est clair qu'il s'agit de bien autre chose, et en voici la preuve : on vous a raconté que la série de mes crimes avait commencé en 1837, lors de la fusillade de la rue Saint-Denis, pour finir le 23 mai 1871 en faisant fusiller les ouages. Je n'avais pas fait, mais j'en aurais fait, à-t-on dit, si j'avais été gouverneur.

M. le commissaire du gouvernement. — Comment donc ?

Blanqui. — J'ajouterai que M. le commissaire du gouvernement a requis contre moi, au nom des principes qui existent dans notre première révolution. Pour lui, la révolution de 89, celle de 1830, celle de 1848 sont autant de crimes. Eh bien ! je retiens ce fait qu'aujourd'hui, sous le gouvernement qui s'appelle la République, on me poursuit au nom des principes monarchiques. Je n'ajouterai rien de plus sur l'affaire du 31 octobre, mon défenseur a tout dit là-dessus.

Les gardiens emmènent l'accusé, et la cour se retire pour délibérer.

Au bout d'une demi-heure de délibération, le conseil rentre en séance et rend un jugement aux termes duquel Blanqui est déclaré à l'unanimité coupable d'attentat contre le gouvernement, et à l'unanimité moins une voix d'arrestation illégale.

Des circonstances atténuantes ne sont pas admises en sa faveur.

En conséquence, Blanqui est condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée.

COUR D'APPEL DE PARIS (1<sup>re</sup> chambre)

Présidence de M. le premier président Gilardin

Audience du 16 février

M. LE PRINCE DE BAUFFREMONT. — NOUVELLE DEMANDE EN SÉPARATION DE CORPS. — ARTICULATION DE FAITS. — FAITS ANCIENS.

La première chambre de la cour d'appel de Paris a rendu, dans son audience du 16 février, son arrêt dans l'affaire de séparation de corps des époux de Bauffremont. Nos lecteurs se souviennent que, sur une nouvelle demande en séparation de corps introduite par la princesse de Bauffremont, le tribunal civil de première instance de la Seine avait admis la princesse à prouver un certain nombre de faits par elle articulés, et constituant l'injure grave de nature à motiver la séparation. La cour a rendu, le 16 février, un arrêt longuement motivé sur l'appel incident, déclarant la princesse mal fondée dans ses demandes, fins et conclusions, l'en déboute, ordonnant la restitution de l'amende de son appel incident.

Sur l'appel principal, condamnant la princesse à l'amende ;

N. attendu la qualité des parties,

Ordonnant qu'il sera fait masse de tous les dépens de première instance et d'appel, dont moitié à la charge de chacun des époux.

Le nommé Boudin, adjudant sous la Commune, convaincu d'avoir commandé l'incendie des Tuileries, et d'avoir tué un pharmacien nommé Coq, a été condamné à mort.

L'affaire du massacre des dominicains d'Arcueil se terminera demain. Il ne reste plus qu'un avocat à entendre.

Le syndicat des banquiers hollandais, dirigé par MM. BECKER et FELD, INSINGER et CO, LIPPMAN, ROSENTHAL et CO, WERTHEIM et GOMPERTZ, d'Amsterdam, émet sur les grands marchés financiers étrangers cinquante mille actions de 500 francs de la Banque Franco-Hollandaise, libérées de 50 0/0.

Cette émission est faite au prix de 577 fr. 50 c. par action, payable comme suit :

Fr. 100 » en souscrivant.  
100 » à la répartition.  
77-50 le 15 mars 1872.  
50 » le 1<sup>er</sup> avril 1872.

Fr. 327-50

Le service financier du Syndicat étant centralisé au Comptoir d'Escompte de Paris, les demandes d'actions pour la France, l'Angleterre et la Belgique pourront être adressées, par lettre, au plus tard le mardi 20 février 1872.

À PARIS, au Comptoir d'Escompte, 14, rue Bergère ;

À BRUXELLES, à l'Agence du Comptoir d'Escompte, 10, rue de Berlaymont ;

À LONDRES, à l'Agence du Comptoir d'Escompte, 14, Leadenhall Street E. C.

Les lettres de demande devront être accompagnées du montant du premier versement, qui sera porté au crédit du compte ouvert à cet effet, sur les livres du Comptoir d'Escompte, au Syndicat des Banquiers hollandais.

La date extrême pour l'encaissement des versements est fixée au mercredi 21 février 1872.

Les souscripteurs qui adresseront leurs demandes aux deux Agences du Comptoir d'Escompte de Paris ci-dessus désignées devront verser leurs premiers versements :

À LONDRES, au change de 25 fr. 45, soit 34 3/4 liv. st. par action ;

À BRUXELLES, au change de 100 1/2, soit 9 fr. 50 par action.

HOMMES ET CHOSES

On ne peut disconvenir que les Parisiens viennent de passer leurs jours gras avec une dignité très louable. On n'a pas ri une seule fois de la Bastille à la Madeleine pendant la journée du mardi, et à voir cette foule compacte et silencieuse encombrant les boulevards, on se serait cru en Angleterre.

Il y a longtemps qu'on a dit que, sans le gouvernement, on ne vivait plus en France. Ce n'est donc pas chose si facile que de gouverner les Français, puisque déjà du temps du cardinal de Richelieu qui, pourtant, s'y entendait assez bien, on avait lancé un mot semblable ; mais je ne crois pas qu'avec la meilleure volonté du monde on puisse trouver dans l'histoire du pays une époque prêtant plus à rire.

Ce ne sont que gens donnant leur démission et la reprenant ; les uns sont maintenus, les autres relevés de leurs fonctions ; si bien qu'on se demande sérieusement quelle peut être la véritable occupation de ce personnel si nombreux et si chatouilleux.

Je sais bien que l'ambition, qui n'est autre qu'une douce et souvent terrible folie, nous mène à désirer ardemment, avec accompagnement de sollicitations de toutes sortes, fureurs et tenaces, une fonction, une place ; et, une fois obtenue, à déployer cent fois plus d'activité et d'intrigue pour s'y maintenir.

M. Say, préfet de la Seine, au même titre que l'avait été M. Ferry, se considère aujourd'hui comme l'un des arches saintes du gouvernement. « Sans moi, dit-il, le conseil municipal de Paris ne ferait que des bouillottes ; sans moi, on ne trouverait pas la Commune. Je défie qu'on ne trouve un successeur acceptable. Le grand baron lui-même serait avalé tout cru par ces gens-là. »

M. Thiers, qui est pourtant un sceptique, se laisse prendre à ces... machines-là. Si j'emploie ce mot suranné, mais avec l'intention d'être mieux compris, car il est de l'époque où M. Thiers était ministre du roi qui défendit Robert Macaire, une pièce pleine de machines.

Je ne suis pas chasseur, j'exerce la chasse, je n'ai jamais pu comprendre ce plaisir qui, pourtant, dans ma famille était poussé à l'excès ; c'est peut-être pour cela ; mais je ne fais l'écho d'une plainte qui me paraît assez fondée.

On met les permis de chasse à 40 francs. Cela me paraît exorbitant et vexatoire et de nature à n'atteindre nullement le but qu'on se propose. Je connais une commune où il y avait 38 demandes de permis ; il n'y en a eu qu'une cette année. Je voudrais savoir où est le bénéfice.

Un ministre des finances habile aurait plutôt porté le prix de la poudre de 4 francs à 50, à 100 même. Malgré la concurrence fabuleuse faite par la contrebande, on en aurait vendu beaucoup.

On chassera tout de même dans les campagnes ; car le garde-champêtre n'est pas sévère, le maire l'exige.

En République, dit-il, il faut un peu fermer les yeux, si l'on veut avoir des élections républicaines.

Et les procès-verbaux sont noyés au cabaret, à la satisfaction des parties.

La droite est frappée d'une sorte de vertige, elle veut manifester en cachette du roi légitime et formuler son désir de restauration, mais en mots si convertis, avec des réticences telles, que la France ne saura certainement pas lire entre les lignes de l'écrit qu'elle prépare.

Le comte de Chambord qui s'est résigné à son rôle d'exécutant en voyant le peu de succès qu'il aurait son drapeau, va devenir, si cela continue, réfractaire à son parti, et sera obligé de contre-manifester de son côté.

Trop de zèle, messieurs, dirait-il, vous découvrez la Majesté royale, qui ne doit cesser d'être entourée de nuages d'azur, et perdra de son prestige à se commettre trop souvent avec des sujets plus ou moins faibles. Lancer manifeste sur manifeste, cela peut-être un exercice littéraire utile et, avec le temps, contribuer à fournir la matière d'un volume in-octavo ; mais je ne brigue nullement les palmes académiques, comme mon cousin d'Annale. De plus, on se rappelle encore, à Paris, la rage de proclamations de M. Trochu, ce qui a commencé à indisposer contre le général. Ne manifestons donc plus, pour le moment, attendons tout du dieu des armées, dont je suis le fils aîné, et qui saura bien, comme pour Joas, déjouer les embûches d'Athalie et de Mathan.

— Vive Dieu ! sire, répéteront les volontaires de Coblenz et de Frohsloff. Joas avait un mousquetaire à poigne, nommé Abner, qui s'est bel et bien chargé d'étrangler la République, non, la vieille Athalie ; et le vieux grand-père manifestait terriblement.

— J'ai dit. Et le roi-mythe se renferme dans sa majestueuse expectative.

Voyez-vous ces futurs courtisans cherchant à imposer leurs volontés à celui qui, s'il montait sur le trône, passerait immédiatement à l'état d'infailible, comme s'il était au Vatican, et verrait la flagornerie monter, monter, et prendre les proportions de la folie.

Ah ! la flagornerie ! on connaît ce hobereau de province qui vint un jour à Versailles, au temps de Louis XV, remarqua que les murs extérieurs du palais étaient tellement soûlés qu'on ne savait où mettre les pieds. De retour chez lui, il ordonna à tous ses valets et vassaux d'avoir à stationner plusieurs fois par jour autour de son château.

— Mais c'est une horreur ! s'écria sa femme.

Madame, dit-il, si Sa Majesté me faisait l'honneur de s'arrêter ici en passant, je voudrais qu'Elle se crût à Versailles.

Aujourd'hui, il y a des soldats en sentinelle autour du palais, et beaucoup, — pourquoi ?

CHRYSALE.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 16 février.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

Dépôt de rapports

M. Louis Delille dépose un rapport sur la proposition de M. Roger-Marvaux et autres, ayant pour objet l'établissement d'une succursale de la Banque de France dans les départements où il n'en existe pas, et l'autorisation à donner à la Banque de recevoir des comptes courants portant intérêts.

M. le Royer dépose un rapport sur la proposition de MM. Saligne et Lefèvre-Portais, relative à la recherche des voies et moyens de la libération du territoire.

Indemnités des fonctionnaires nommés députés.

Suite de la discussion du projet de loi réglant, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés députés.

M. Mervillieux-Duvivier, rapporteur, explique qu'à la suite du renvoi des deux amendements du général Mazure et du général Robert, la commission a persisté dans ses conclusions.

Elle a pensé qu'elle n'avait pas à s'occuper de la révision des lois qui régissent la situation des officiers supérieurs, mais à examiner seulement la question au point de vue du cumul du traitement des officiers supérieurs et de l'indemnité qui leur était allouée comme députés.

Elle soumet à l'Assemblée deux articles nouveaux, qui sont ainsi conçus :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les traitements dont il est question aux art. 2 et 3 comprennent, pour tous les fonctionnaires civils et militaires, l'ensemble des traitements et suppléments de toute nature, assés, jusqu'à la retenue au profit du Trésor, et alloués par les règlements à la position d'activité, sauf les indemnités de représentation et les frais de bureau.

Art. 2. — Sont exceptés des dispositions des mêmes articles : les pensions de retraite civiles et militaires, les traitements des officiers généraux admis dans le cadre de réserve, la somme de pensions des officiers mis en réforme, les traitements afférents aux décorations de la Légion d'honneur, les rentes viagères attribuées à la retraite militaire, et les pensions allouées à titre de récompense nationale.

Cet amendement, ajoute le rapporteur, donne satisfaction à l'amendement du général Robert, en ce qu'il autorise le cumul entre le traitement des officiers généraux admis dans le cadre de réserve et leur indemnité comme représentants.

L'amendement de M. le général Mazure, qui celui-ci avait abandonné et que MM. Belmont et Turquet avaient repris, est retiré.

L'article 4, mis aux voix, est adopté.

M. Claude (Maurice) demande la division sur l'article 5, en ce qui touche le traitement des officiers généraux admis dans le cadre de réserve.

M. Villain dit qu'on se trouve en présence d'officiers généraux, pourvus de leurs grades, lorsqu'ils ont été choisis par le suffrage universel, et qui, s'ils n'étaient pas députés, continueraient à toucher leur traitement. C'est pour eux un droit, une propriété qu'on ne peut leur enlever.

M. le ministre de la marine ajoute que les officiers généraux nommés députés ne peuvent être mis en retraite que par exception et par ceux qu'ils ne pourraient continuer leur service jusqu'à l'âge où ils seraient placés dans le cadre de réserve. Pour eux, le cadre de réserve équivaut précisément à la retraite, et il ne serait pas convenable qu'après avoir cumulé pour tous, on fit une exception pour les officiers généraux.

Nouvel article 5. — Ne seront soumises à aucune réduction les sommes perçues jusqu'à la promulgation de la présente loi, en vertu de l'article 6 du 6 août 1871, par les officiers membres de l'Assemblée nationale. — (Adopté.)

Incident

M. Mestreau adresse une question au ministre de l'intérieur. Il n'a jamais porté une réclamation à la tribune contre des adversaires politiques, ni demandé que l'on poursuive contre les abus de la presse, de quelque côté qu'ils se soient produits. C'est un sentiment d'une menace, sinon d'un danger, pour la tranquillité publique, qui le décide aujourd'hui à sortir de sa réserve accoutumée.

Je ne veux pas, dit-il, demander à M. le garde des sceaux de l'intérieur de nous le lire, mais à l'entre les mains, mais j'appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le danger que nous révélons de pareilles publications.

Il s'agit d'une brochure bonapartiste, et vous comprendrez, messieurs, la profonde répugnance que j'éprouve à aborder un pareil sujet.

Des lettres émanant de personnes honorables de la Charente-Inférieure signalent les progrès que la propagande bonapartiste fait chaque jour dans notre malheureux pays. (Mouvement.)

Elles ajoutent qu'un des plus puissants moyens employés consiste dans la distribution clandestine d'une brochure qui a pour titre l'Athalie, almanach rural. Je n'ai pas l'intention d'en faire de longues citations ; d'ailleurs, je serais arrêté à chaque instant par le dégoût qu'inspire une pareille publication.

Deux passages surtout sont à signaler : l'un est relatif au vote si solennel, si spontané émis par l'Assemblée lorsqu'elle s'est prononcée sur la question de la déchéance ; l'autre est relatif à l'honneur qu'on ne cesse de prononcer depuis le commencement de la brochure jusqu'à la fin.

L'orateur lit quelques lignes, dans lesquelles il est dit que cette déclaration de déchéance est complète en des faits les plus honteux de nos annales, à savoir : la trahison du 4 septembre, ce jour où le corps politique se rend complice de la Charente-Inférieure en permettant à l'honneur qu'on ne cesse de prononcer depuis le commencement de la brochure jusqu'à la fin.

Plus loin : L'histoire dira que cette Assemblée poussée par la haine a agi en dehors de tout sentiment d'équité, qu'elle s'est déshonorée par un acte d'infamie qui n'a plus un homme et dont elle a fait un drapeau pour la trahison du 4 septembre, ce jour où le corps politique se rend complice de la Charente-Inférieure en permettant à l'honneur qu'on ne cesse de prononcer depuis le commencement de la brochure jusqu'à la fin.

Plus loin : L'histoire dira que cette Assemblée poussée par la haine a agi en dehors de tout sentiment d'équité, qu'elle s'est déshonorée par un acte d'infamie qui n'a plus un homme et dont elle a fait un drapeau pour la trahison du 4 septembre, ce jour où le corps politique se rend complice de la Charente-Inférieure en permettant à l'honneur qu'on ne cesse de prononcer depuis le commencement de la brochure jusqu'à la fin.

liberté ; il s'offrit en holocauste, fit arborer le drapeau blanc et remit son épée au roi de Prusse. (Nouveau mouvement d'indignation.)

Cette phrase se dit avec une telle conviction et ce qui est plus grave, gravement, il paraît même qu'un journal bonapartiste envoie cet opuscule, à titre de prime, à ses abonnés.

S'il s'agit d'un fait isolé se passant dans la Charente-Inférieure, j'aurais dédaigné. Malheureusement il se rattache à un système de propagande qui a pour but de tromper encore notre malheureux pays. Tous les jours, on distribue, jusque dans les rangs de l'armée, des journaux qui n'hésitent pas à glorifier les hontes, les crimes du régime passé. (Vive approbation.)

J'espère avoir l'approbation unanime de la Chambre en venant signaler à l'attention du ministre de l'intérieur ces anciens conspirateurs, ces aventuriers politiques qui songent encore à semer l'iniquité dans toute la France. Il faut surveiller les menées de ces malfaiteurs ; il y va du salut du pays, il y va de son honneur ! (Nouvelle et plus vive approbation.)

M. le ministre de l'intérieur : Le gouvernement est décidé à tout faire pour assurer le respect à l'Assemblée nationale, aux lois qu'elle a rendues et jusqu'à la moindre de ses résolutions. (Très bien ! A plus forte raison, accomplira-t-il ce devoir étroit lorsqu'il s'agit de l'existence même de l'Assemblée et du maintien du régime qu'elle a fondé. On affecte depuis quelque temps d'associer à certaines espérances, à certaines illusions, certaines craintes contre l'Assemblée, contre ses résolutions, ses décrets, ses lois ; on espère ralentir la répression en multipliant ces outrages, pour la poursuite desquels des demandes d'autorisation sont exigées par la loi. Mais le gouvernement déjouera ces manœuvres et poursuivra sans relâche les délits commis contre l'Assemblée et contre les lois qu'elle a rendues.)

Le ministre termine en déclarant que des poursuites sont déjà commencées contre la publication qu'on a citée, et qu'elles seront exercées avec la même rigueur contre tous les écrits, d'où qu'ils viennent, qui oseraient attaquer et contester l'autorité de l'Assemblée nationale. (Approbation générale.)

Pensions nationales.

M. Ch. Rolland, rapporteur, demande l'ajournement de la suite de la discussion sur les pensions nationales. La commission a demandé au ministre de la guerre des renseignements qui n'ont pu encore lui être communiqués.

L'ajournement est prononcé.

Règlement des relations du président de la République et de l'Assemblée nationale.

L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de M. Dahirel, ayant pour objet de déterminer la forme des relations du président de la République et de l'Assemblée.

M. de Pressensac ne veut pas discuter le fond de la question, mais il fait observer que ce n'est qu'à une très faible majorité que la commission conclut à la prise en considération. Pour sa part, il y est opposé, et il espère faire partager ses scrupules à ses collègues. L'indépendance de l'Assemblée vis-à-vis du pouvoir exécutif n'est pas en question.

M. Dahirel répond que sa proposition date du 9 septembre dernier, alors que depuis huit jours le pays avait le bonheur de vivre sous une constitution... qu'on peut appeler la constitution Rivet... (Rires ironiques à droite.) De cette constitution, aujourd'hui, il ne reste rien... (Vives protestations à gauche.)

Je reconnais avec mes collègues qu'il y a eu en cette chose. Il reste un titre qui a été déposé à un homme éminent, qui mérite nos respects (en se tournant vers les bancs de la gauche), que vous avez mis à votre tête comme étant assurément le plus grand républicain de l'époque. (Bruyante hilarité et applaudissements à droite.)

Plusieurs membres : Ce n'est pas sérieux.

M. Dahirel : Soyez tranquilles, nous serons sérieux tout à l'heure. Une forme pareille de gouvernement était difficile ; on accordait à M. Thiers un pouvoir qui n'a jamais appartenu à personne au monde... (Rumeurs.) C'est-à-dire le droit de gouverner le pays en venant dans cette Assemblée quand bon lui semble. Ce pouvoir exorbitant, par un gouvernement ne l'a eu, pas même celui auquel on faisait allusion tout à l'heure. Voilà pourquoi je me suis préoccupé de l'avenir en présentant ma proposition. On m'a objecté qu'à l'heure actuelle on était dans une situation troublée. Mais cette situation n'existe-t-elle pas depuis un an ?

Je n'avais pas l'intention de soulever un débat irritant ; mais à la fin M. de Pressensac d'attaquer ma proposition ; je suis donc obligé de la défendre, et ce n'est pas ma faute, si nous sommes forcés d'examiner la question au fond.

J'avais donc voulu constituer un gouvernement, car enfin, j'en appelle à vos consciences, n'avons-nous pas été nommés pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

Vous n'avez rien fait pour cela ? (Non ! non !)

M. Dahirel. — (Assez ! Aux voix !)

On annonce l'arrivée à Paris du fils du riche banquier russe Ephrussi.

Un nouveau moyen de réclame : Nous avons vu hier, vu de nos propres yeux, plusieurs billets de la Banque de France sur le dos desquels on avait collé de petits carrés de papier imprimé, indiquant l'adresse d'une de nos plus grandes maisons de confection.

On sait que les Folies-Dramatiques annoncent une prochaine reprise des Chevaliers de la Table-Ronde, d'Hervé.

Le rôle du preux Roland, confié aujourd'hui à M. Luce, a été créé aux Bouffes-Parisiens par Garnier, qui a été depuis directeur du nouvel Opéra sous la Commune.

Garnier le jouait même d'une façon assez originale. C'était un petit homme à la



credi comme le jour fixé pour cette cérémonie, mais sans même indiquer l'église où elle serait célébrée.

Aucune convocation n'a été adressée aux artistes des théâtres de musique.

Jennins.

**THÉÂTRE DE LA GAITÉ.** — Matinée littéraire de M. Ballande. — Dimanche 18 février, matinée exceptionnelle. — Première audition de l'*Oraison funèbre du prince de Condé* par Bossuet, dite par M. Vernon. — Conférence sur l'*Oraison funèbre*, par M. Françoise Sarcy. — Musique de Chambre, précédant et suivant la conférence et l'*Oraison funèbre*, par MM. Lavignac, Maurin, Trombetta et Chevillard.

## BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 17 février 1872.

Céréales

Le marché reste toujours faible. On ne fait aucune affaire; vendeurs et acheteurs s'observent.

Farines de consommation

Rien de nouveau à signaler.

Choix et marques D, 76 "a" "a". — Bonnes marques, 73 "a" à 75 "a". — Sortes courantes et ordinaires, 70 "a" à 72 "a".

Farines de commerce

Les farines de commerce sont en hausse.

Farines huit marques

Dispon., 75 75. — Cour. du mois, 75 75. — 2 prochains, 75 75. — 4 de mai, 75 75.

Farines supérieures

Dispon., 73 "a". — Cour. du mois, 73 "a". — 2 prochains, 73 50. — 4 de mai, 73 "a".

Huile

Baisse continue sur l'huile de colza.

Disp., 103 "a". — Cour. du mois, 103 "a". — 2 prochains, 103 "a". — 4 d'été, 102 "a". — 4 derniers, 99 "a".

L'huile de lin est faible et offerte à la cote.

Disp., 97 "a". — Cour. du mois, 97 "a". — 2 prochains, 97 "a". — 4 d'été, 98 "a".

Trois-cis

Bonne tenue.

Disponibles et cour., 56 50. — Mars et avril, 57 "a". — 4 d'été, 60 50.

Sucre

Les sucres sont très calmes.

COTE COMMERCIALE

83° saccharimétriques, 68 50 à 70 "a". — Blancs n° 3, 78 "a" à 80 "a". — Raffinés, suivant mérite, 155 "a" à 157 "a".

## SOMMAIRE

du dernier numéro de la Semaine financière :

La situation. — Les bilans des Banques de France et d'Angleterre. — La Banque franco-hollandaise. — La Bourse de Paris. — Les changes. — Les reports au 16 février. — La chambre syndicale : la souscription patriotique. — Les recettes des chemins de fer. — La Banque franco-égyptienne. — Bourses et correspondances : Lyon, Londres, Rome, Francfort, Madrid, Vienne. — Chemin de Memphis et Paso-Pacifique. — Banque franco-hollandaise : émission d'actions. — Assemblées générales : d'Alsace-Lorraine, d'Alsace-Lorraine, d'Alsace-Lorraine. — Bilans des Sociétés de crédit : Comptoir d'escompte de Paris; Crédit foncier de France; Société Comptoir des entrepreneurs; Société de dépôts et de comptes courants; Société générale; Société générale de Crédit industriel et commercial; Crédit lyonnais. — Recettes des Voitures de Paris. — Tirages : départements de la Seine 1866; Ville de Paris 1868; Ville de Lille 1863; Ville d'Anvers 1867; Crédit foncier suisse; Lots russes 1864, etc. — Avis aux actionnaires. — Annonces. — Cours des valeurs industrielles; actions et obligations.

**BUREAUX : 12, RUE LAFAYETTE**

Paris. — 1 an, 10 fr.; 6 mois, 6 fr.

Départements. — 1 an, 12 fr.; 6 mois, 7 fr.

## VENTES IMMOBILIÈRES A L'ENCHÈRE

**ETUDE de M. Gustave MAUGIN, avoué à Paris, 12, rue Guénégaud.**

**VENTE** par licitation, au plus offrant et dernier enchérisseur, au palais de justice, le samedi 24 février 1872, deux heures de relevée, En deux lots :

1° **MAISON** Fermes St-Lazare A PARIS

Sous Comptoir des entrepreneurs; Société de dépôts et de comptes courants; Société générale; Société générale de Crédit industriel et commercial; Crédit lyonnais. — Recettes des Voitures de Paris. — Tirages : départements de la Seine 1866; Ville de Paris 1868; Ville de Lille 1863; Ville d'Anvers 1867; Crédit foncier suisse; Lots russes 1864, etc. — Avis aux actionnaires. — Annonces. — Cours des valeurs industrielles; actions et obligations.

**BUREAUX : 12, RUE LAFAYETTE**

Paris. — 1 an, 10 fr.; 6 mois, 6 fr.

Départements. — 1 an, 12 fr.; 6 mois, 7 fr.

**MAISON** sise 34, rue de la Harpe

Mise à prix : 25,000 fr.

Revenu brut : environ 3,500 fr.

Charges : environ 200 fr. 10 c.

S'adresser, pour les renseignements :

1° A M. Gustave Maugin, avoué poursuivant, 12, rue Guénégaud; — 2° A M. Deherpe, avoué à Paris, 24, boulevard Saint Denis; — 3° A M. Meigner, notaire à Paris, 370, rue Saint-Honoré; — 4° A M. Trousselle, notaire à Paris, 25, boulevard Bonne-Nouvelle; — 5° A M. Isoré, administrateur judiciaire des immeubles sus-désignés, 54, rue de la Victoire.

**ETUDE de M. VANDEWALLE, avoué à Paris, rue Basse-du-Rempart, 52.**

**VENTE** au palais de justice, le mercredi 23 février 1872, à deux heures, d'une

**MAISON** PARIS rue S-NAUR, 193

Mise à prix : 150,000 fr.

Revenu brut, 13,875 fr. environ.

S'adresser : 1° audit M. VANDEWALLE; 2° A M. Guibet, avoué, rue des Moulins, 14; 3° A M. Dromery, avoué, rue Laffitte, 55; 4° Et à M. Pinaux, notaire, rue du Faubourg-Poissonnière, 2.

**ETUDE de M. ROUSSEAU, avoué à Paris, rue de la Paix, n° 10, successeur de M. Paul Dauphin.**

**VENTE** sur baisse de mise à prix, au palais de justice, le samedi 24 février 1872, deux heures de relevée.

**MAISON** sise au n° 10, rue de Chézy, 51.

Contenance 12 ares 52 centiares environ.

Mise à prix : 10,000 fr.

S'adresser pour les renseignements : 1° A M. Rousseau, avoué à Paris, 10, rue de la Paix; 2° A M. Devaux, avoué, à Paris, 35, rue Laffitte.

**ETUDE de M. VANDEWALLE, avoué à Paris, rue Basse-du-Rempart, 52.**

**VENTE** au palais de justice, le mercredi 23 février 1872, à deux heures, d'une

**MAISON** PARIS rue LEREC RATTIER, n° 28,

anciennement rue de la Femme-sans-Tête, à l'angle duquel Bourbon.

Mise à prix : 55,000 fr.

Produit net évalué 6,000 fr. environ.

S'adresser : 1° audit M. VANDEWALLE; 2° A M. Tixier, avoué, rue Saint-Honoré, 288; 3° A M. Niquet, avoué, rue de Rivoli, 118; 4° A M. Morel d'Arleux, notaire, de Rivoli, 28; 5° Et à M. Merlin, notaire, bd St-Germain, 227.

## VENTES IMMOBILIÈRES A L'AMIABLE

**A VENDRE OU A LOUER**

**JOLIE MAISON** de campagne, meublée ou non meublée, 5 chambres de maîtres, 4 chambres de domestiques. Ecuries, remises, maison de jardinier, jardin de 3,100 mètres, grands arbres, eau à volonté. 10 min. de Paris. S'adr. 46, rue Jacob.

**VENTE A L'ENCHÈRE D'OBJETS D'ART ET MOBILIER**

**OBJETS D'ART ET CURIOSITÉ**

BELLES FAÏENCES DE LA PÈRE, plaques de revêtement, faïences italiennes de Luca della Robbia, Urbino, Deruta, beau tryptique par Jean Mabuse.

Portraits Henri II par Janet, le Maréchal de Saint-André par Hobert, FAUTEUILS A X, marqueterie d'ivoire, XV<sup>e</sup> siècle, coupe en verre émaillé de Venise, bronzes, ivoires, sculptures en bois, tapis, etc.

**VENTE TAPISSERIE DU XV<sup>e</sup> SIECLE.**

Les lundi 19 et mardi 20 février 1872, à une heure et demie.

M. CHARLES PILLET, commissaire-priseur, 10, rue de la Grange-Batelière; assisté de M. Carle Dalange, expert, quai Voltaire, 5, chez lesquels se trouve le catalogue.

**EXPOSITION PUBLIQUE, le dimanche 18 février 1872, d'une heure à cinq heures.**

## AVIS AUX ACTIONNAIRES

**CHEMIN DE FER SARAGOSSE A PAMPELUNE**

Achat de R. n. compensatoires joués au porteur d'obligations en paiement des coupons échus, chez M. Lion, changeur, 53, rue Lafayette.

**LACASSE PRÊTS SUR TITRES**

8, rue Noye-Saint-Augustin, 8

avance sur toutes valeurs cotées, reçoit les ordres de Bourse au comptant et à terme.

## LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES

**LE MONTEUR FONDUS PUBLICS**

ET DES VALEURS INDUSTRIELLES (2<sup>e</sup> série). Hebdom. 16 pages de texte; 12 fr. par an; 5 n° gratuits sur demande au directeur, 8, rue N-Saint-Augustin.

**GOUTTE ET RHUMATISMES**

guéris par les **FABULEUX DE LANTIGUE** (30 ANS DE SUCCÈS)

Voit le MANUE DES GOUTTEUX, délivré gratuitement chez Dentu, gal. d'Orléans (Pal. Royal) ou adressé l'envoi d'un t.-poste de 25 c.

**ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE**

Département. A vend. p. le 1/3 de sa valeur, un bon et anc. magasin, spéc. d'art. anglais, parf. et riche fantaisie. Pr. 12,000 fr. Lieber, r. du 4 sept, 8.

A céd. articles de ménage (q. populaire). Bail, fonds d'art. 8 ans; loyer, 1,100 fr. Pr. 6,000 fr. Agence Bouthillier-Demonnières, 94, bd Sébastopol.

A céd. Gérance de Tabacs et Liqueurs, boulev. S-Bastopol, fort Log au 1<sup>er</sup>. Aff. 80,000 fr. Pr. 13,000 f. Gr. facil. paiement. Bernier, r. Turbigo, 4.

## AVIS DIVERS

**QUI VEUT S'ETABLIR** On offre argent p'novu' ou autres. S'ad. 10, r. des Martyrs, Petibon.

## LOCATIONS

**A LOUER DE SUITE** 211, Pr. Saint-Gervais, Grande Rue, 82, une MAISON bourgeoise, propre à toute industrie; pensionnat de demoiselles, entrepôt de marchandises, fabrique. — Grand jardin, potager et d'agrément, vastes ateliers, grande serre vitrée. Cette maison, située à la porte de Paris, peut convenir aussi à un jardinier, fleuriste et maraîcher. 6,000 mètres de terrain. — S'y adresser.

**A LOUER** appartements et magasins, belle maison, rue d'Argout, 16, pl. des Victoires.

## INDUSTRIE ET COMMERCE

**AUX FRANÇAIS**

5, — place du Théâtre-Français, — 5

**VENTE EXTRAORDINAIRE**

de plus de

**2 MILLIONS DE NOUVEAUTÉS**

qui seront vendues à plus de

**75 0/0 DE PERTE**

Il sera ainsi vendu :

600 pièces de soie noire de 8 fr. .... 3 75

Soierie noire faye de 14 fr. .... 6 50

Alpaga noir de 2 fr. .... 3 75

Alpaga moulin brillant de 8 fr. .... 1 95

Méris pure laine de 4 fr. .... 1 95

Grenadine noire rayure satin de 6 fr. .... 1 75

500 pièces madapolam estimé. .... 45

Toile fine pour chemises, valant 4 fr. 50. .... 20

Toile grande largeur pour drap sans couture, valant 8 fr. .... 3 95

Serviettes fil, les 4 douzaines de 50 fr. .... 15 75

10,000 douzaines Mouchoirs de 12 fr. .... 3 75

10,000 Chemises homme, de 10 fr. .... 9 95

2,000 douzaines Bas de Paris, de 60 fr. .... 19

1,500 douzaines de Chaussettes, de 25 fr. .... 11 75

Waterproofs véritables anglais de 30 fr. .... 7 75

Waterproofs bleus de 100 fr. .... 20

1,200 parapluies de 10 fr. .... 2 95

1,500 parapluies extra de 25 fr. .... 6 75

**TOUTES DENTELLES ANTIQUES**

et modernes, même déchirées et cachemires des Indes sont achetés aux plus hauts prix. S'adresser à M. Charles, 50, rue des Petites-Ecuries, de 10 à 2 h.

**PIANO-PAPE** FILS, 4, rue Drouot, fabrication supérieure.

**ACHÈTE DIAMANTS** Argentier et Bijoux les BONSUR, orf.-bijoutier, 30, passage Colbert.

**ROB BOYVILLON** MAISON FONDÉE EN 1800

Sirop dépuratif — entièrement végétal — contre les vices du sang et des humeurs. — Dépôt général à Paris, rue Richer, 12, à Paris, et dans toutes les pharmacies. Régler la signature du Docteur GIRAUDAT SAINT-GERVAIS

**PARIS**

Imprimerie, Clicherie, Fonderie SERRIERE et C<sup>e</sup>, 123, rue Montmartre, 123

## HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

## NOUVEAU TRAITEMENT

des maladies contagieuses, écoulements récents ou anciens, ulcères, rétentions d'urine et d'artères, reconnu le plus efficace et le plus prompt. (Expériences comparatives faites tout récemment). Consult. gratuit, de midi à 7 h. et par correspondance du D<sup>r</sup> PECHENET, mod. de la Fac. de Paris, membre de plusieurs sociétés scientifiques A Paris, rue COMMINES, 13, (près le cirque d'hiver).

**DORIGNY** mod.-dentiste, 33, pass. Véro-Dodat.

Dents à base de caoutchouc rose.

Pommades **MAHON** depuis 1806

des maladies de la peau, des VOSGES, 2

Chute des cheveux, pellicules (Anc. Pas-de-la-Mule)

**EAU DES FÈES**

Exposition Universelle 1867

Exposition du Havre, 1864

Rien à craindre dans l'emploi de cette Eau merveilleuse dont Madame SARAH FÉLIX s'est faite la propagatrice

Entrepôt général, Paris

Dépôt chez les principaux

coiffeurs et parfumeurs

**Tarif des annonces de la LIBERTÉ**

Ammonces. .... 1 fr. 50

Réclames. .... 4 50

Faits Divers. .... 7 50

Les Annonces, Réclames et Avis divers

sont reçus chez MM. Ch. LAGRANGE,

CRUF ET C<sup>e</sup>, — 6, place de la Bourse, 6.

# AU BON MARCHÉ

## MAISON ARISTIDE BOUCICAUT

Rue du Bac, 153 et 157

rue de Sévres, 18, 20, 22 et 24

et rue Velpeau.

**LUNDI 19 FÉVRIER & jours suivants :**

# GRANDE MISE EN VENTE

**De Toiles, — Calicots, — Linge de table, — Lingerie, — Troussesaux, — Dentelles, — Rideaux, — Linge confectionné, — Bonneterie, — Cretonnes pour ameublements, etc.**

**BELLES OCCASIONS en Soierie, Étoffes de fantaisie et Lainages**

Nous engageons vivement les Dames à visiter cette Vente exceptionnelle pour laquelle de grands préparatifs ont été faits. Elles se convaincront une fois de plus combien sont sérieux les avantages que nous ne cessons d'offrir, et combien nos renseignements sont rigoureusement exacts.

**NOTA.** — Des Ateliers spéciaux de TAPISSERIE viennent d'être joints aux Comptoirs de MEUBLES et de TAPIS, pour la Confection des SIEGES, RIDEAUX, TENTURES et TAPIS D'APPARTEMENTS.

Un Catalogue spécial de cette mise en vente sera distribué dans nos Magasins.

## PROGRAMME DES SPECTACLES

du 17 février 1872

**THÉÂTRE-FRANÇAIS.** — 8 h. 0/0

**CHRISTIANE**

c. 4 a. Ed. Gondinet

Comte de Noja De Beaurand Maubray De Kerhuys De Brian Benoit Anatole La baronne Christine Adrienne Henriette

De launay Cœquelin Febvre Prud'homme Thérèse Maxoudier Jourdain P. Ponsin Reichembert Tholier Martie

**OPÉRA-COMIQUE.** — 8 h. 0/0

**LE PRÉ AUX CLERCS**

op.-c. 3 a. Planard, Hérold.

Mérgi Duchesne Commines Ponchard Cantarini Bataille Girat Thierry Un exempt Julien Un lauréat Robert La reine M<sup>lle</sup> Carvalho Nicette Ducaze

**THÉÂTRE-LYRIQUE.** — 8 h. 0/0

**UNE FÊTE A VENISE**

op. c. 4 a. Nuitter, Beaumont mus. de F. Ricci

Gaston Duval Le comte Aubry Bopp Odéon Biracello Solon La comtesse M<sup>lle</sup> Gasotti Zanetta Donna Carlo Bernard Lucrèce Krætzler Milla

**ODEON.** — 0 h. 0/0

**BELACHE**

pour les répétitions

de

**ROY-BLAS**

## VAUDEVILLE. — 8 h. 1/4

**RABAGAS**

comédie en 5 actes, F. Sardou

Le prince Lafont Rabagas Delassart Bombard Petrowski Colson Camerin Biquier De Ventimille André Doria Vuillard Desmoulins Chafflon Georges Faurve De Flavareux Jourdain Biquet M<sup>lle</sup> Blount M<sup>lle</sup> Antonine Tirlirette Bianca La princesse Hébert Baradant Helmont M<sup>lle</sup> de Thérouanne Ruyda Thérèse Derouet M<sup>lle</sup> de Flavareux Boutte La présidente Dejean

**LA PRINCESSE GEORGES**

c. 3 a., Dumas fils.

De Terrenonde Landrol Georges de Bira Paul Victor Raymond Breloque Des Escopettes Uric Le baron Murray Justin Fendin Carlat Anna Louise Chausouat Alphonse M<sup>lle</sup> Pionnier M<sup>lle</sup> Pierson M<sup>lle</sup> Chéry M